



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

# Un parti paysan dans la ville en Bolivie : le Mouvement vers le socialisme (MAS) à La Paz (2005-2010)

Hervé DO ALTO

EA 1198, ERMES, Université de Nice Sophia-Antipolis, Faculté de droit et de science politique, avenue du Doyen Louis Trotabas, 06050 Nice cedex 01  
e-mail : herve.doalto@gmail.com

**Résumé** – La conquête de la présidence de la République, en 2005, par le syndicaliste paysan Evo Morales et son parti, le Mouvement vers le socialisme (MAS), n'a pas seulement incarné le retour au premier plan de la gauche sur la scène politique bolivienne. Cette victoire illustre également l'émergence, dès le milieu des années 1990, de la paysannerie comme un protagoniste autonome de la vie politique nationale, et ce dans un contexte d'urbanisation croissante de la société. Cet article analyse les conditions politiques et sociales antérieures au succès d'un tel parti dans un environnement qui lui est *a priori* hostile : les centres urbains. A partir d'une enquête ethnographique réalisée dans les quartiers populaires de La Paz, il s'agira de montrer comment une configuration partisane particulière, favorisant l'appartenance au monde rural, pèse comme une contrainte sur l'implantation du parti dans les villes. Celle-ci ne s'érige toutefois pas en obstacle, tant le monopole détenu par le MAS sur les emplois publics joue un rôle fondamental dans le maintien d'une discipline interne en milieu urbain.

**Mots-clés** : parti politique, paysannerie, institutionnalisation, mobilisation électorale, clientélisme, démocratie, Bolivie

## *A peasant party in a Bolivian city: The Movimiento al Socialismo (MAS) in La Paz (2005-2010)*

**Summary** – The takeover of the Bolivian presidency by the peasant trade-unionist Evo Morales and his party, the Movement towards Socialism (MAS), in 2005 not only marked the return of the left into the national political arena, but illustrates as well the raise, begun in the mid 90s, of the peasantry as an autonomous protagonist of Bolivian politics, in a context of growing urbanisation. This article focuses on the political and social conditions prior to the electoral triumph of MAS in a supposedly hostile environment: the cities. On the basis of an ethnographic research carried out within the working-class districts of La Paz, this work aims to show how a particular partisan configuration that favours its rural membership acts as a constraint for the party's implantation in urban areas. Nevertheless, this fact does not turn into an obstacle, mainly due to the control that MAS holds on public jobs, which plays a key role in maintaining internal discipline in the cities.

**Keywords**: political party, peasantry, institutionnalisation, electoral mobilisation, clientelism, democracy, Bolivia

Classification JEL : J51, J64, Z13

## 1. Introduction

Le parti de l'actuel président Evo Morales, le Mouvement vers le socialisme (MAS), présente la particularité de constituer le premier exemple de parti paysan autonome dans l'histoire bolivienne – un paradoxe lorsque l'on connaît le poids de la classe paysanne dans la vie politique locale. Ainsi, la paysannerie bolivienne, à l'égal des mineurs et des ouvriers des quartiers populaires de La Paz, est l'un des piliers de la Révolution nationale de 1952. Mais si elle parvient à contraindre le parti au pouvoir, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), à entreprendre une réforme agraire dès l'année suivante, elle n'en accepte pas moins sa mise sous tutelle politique par ce même parti. Quelques années plus tard, c'est au nom des acquis de la Révolution – la réforme agraire, mais aussi le suffrage universel et l'accès aux écoles publiques – que les dirigeants paysans se lient au général René Barrientos, un militaire certes allié au MNR, mais qui, face à la montée en puissance d'un syndicalisme ouvrier sous influence communiste, se risque à un coup d'Etat en 1964. C'est le temps du Pacte militaire-paysan, scellé dans la foulée de la prise de pouvoir de Barrientos (1964-1967), qui unit les Forces armées aux leaders du monde rural, effrayés par le spectre d'une collectivisation des terres (Lavaud, 1991).

Cette alliance stratégique ne survit pourtant pas à Barrientos : la crise économique qui commence alors à miner le pouvoir des militaires en Amérique latine oblige ses successeurs à s'en remettre aux solutions prônées par le Fonds monétaire international (FMI) en échange de prêts. Après d'infructueuses réformes fiscales visant les campagnes en 1968, ce sont les « décrets de la faim », promulgués en 1974, qui sont censés permettre à l'Etat bolivien de réduire son déficit public grâce à la hausse des prix des aliments (Lavaud, 1981). Les campagnes sont durement affectées par les mesures et se soulèvent. La violence de la répression, symbolisée par le « massacre de la vallée » dans le village de Tolata en janvier 1974, illustre le mécontentement croissant des syndicats agraires en dépit des accords de leurs dirigeants avec le pouvoir militaire. Plus généralement, le cycle de protestation qui se développe au cours des années 1968-1974 permet à une nouvelle génération de militants syndicaux opposés au régime de se structurer tout en se liant au syndicalisme ouvrier. Ce nouveau leadership fait basculer la majorité de la paysannerie dans la lutte pour le retour à la démocratie, aux côtés du mouvement ouvrier et de la gauche ; il œuvrera par la suite à la création d'une confédération syndicale alternative, la CSUTCB (Confédération syndicale unique des travailleurs paysans de Bolivie), dont la naissance en juin 1979 marque la rupture officielle du Pacte militaire-paysan (Dunkerley, 2003).

Si la paysannerie a donc toujours été activement engagée dans le champ politique, c'est au prix d'un lien de subordination systématique auprès d'autres organisations, qu'il s'agisse des partis nationalistes comme le MNR, des partis de gauche comme le Parti communiste de Bolivie (PCB), ou encore des Forces armées. Or, c'est précisément contre ce lien de subordination qu'émerge le MAS, dont la construction apparaît comme le fruit de plus de dix ans de débats au sein du mouvement syndical paysan sur la pertinence d'un « instrument politique » propre au monde rural (Do Alto et Stefanoni, 2008). Le MAS, par conséquent, est un parti intimement lié aux organisations syndicales qui en détiennent la paternité comme le contrôle, et dont les orientations visent à défendre des revendications propres au monde paysan – des

revendications qui ne rencontraient plus d'écho au sein du système de partis hérité de la transition démocratique de 1982. En ce sens, il s'assimile à un « parti indirect », tel que le définissait Maurice Duverger (1951) : un parti auquel l'adhésion se fait collectivement, par le truchement d'organisations membres – comme le Parti travailliste britannique, qui naquit de l'initiative du mouvement syndical ouvrier. En cela, le MAS se distingue radicalement des autres partis latino-américains, nés des mouvements populaires dans les années 1980 et 1990, dont la construction s'apparente plus aux partis classiques, dotés de structures clairement différenciées de celles du syndicat ou du comité de quartier, comme le Parti des travailleurs (PT) du Brésil (Keck, 1992), le Mouvement Pachakutik en Equateur (Massal, 2005) ou encore le Parti de la révolution démocratique (PRD) mexicain (Combes, 2004).

Cette singularité organisationnelle du MAS permet du même coup de comprendre pourquoi il apparaît avant tout comme un parti paysan, au-delà même des conditions de sa fondation. Si le PT brésilien ou le Pachakutik équatorien entretiennent un lien privilégié avec certains des mouvements sociaux qui en sont à l'origine – respectivement le mouvement syndical et le mouvement indigène –, il s'agit néanmoins, dans les deux cas, de formations politiques dont le processus de construction et d'institutionnalisation conduit à une autonomisation réelle à l'égard des réseaux militants dont ils sont issus. A l'évidence, le MAS connaît une dynamique bien différente : la croissance de ce parti est intimement liée au poids toujours plus important qu'acquiert le syndicalisme paysan au sein du mouvement social bolivien dans son ensemble. Succédant ainsi aux mineurs qui marquèrent le mouvement ouvrier contemporain, ce sont désormais les paysans qui s'imposent comme le nouveau symbole de la Bolivie insurgée dans l'imaginaire collectif national.

Les triomphes électoraux accumulés par le MAS depuis les élections générales de 2005, qui consacrent le dirigeant paysan Evo Morales président de la République bolivienne avec 53,7 % des voix, n'en sont donc que plus étonnants. C'est en effet un parti doté d'une identité paysanne forte qui parvient à remporter une élection à la majorité absolue – une première dans l'histoire de la jeune démocratie bolivienne –, et ce alors même que la Bolivie est un pays majoritairement urbain depuis les années 1990<sup>1</sup>. A ce titre, le cas bolivien constitue également une curiosité au regard de la littérature relative aux partis agrariens en Scandinavie et en Europe centrale et orientale, qui s'apparentent très majoritairement à de petits partis dont le déclin semble lié aux avancées de l'industrialisation, les réduisant ainsi de nos jours au statut de *junior partners* dans des coalitions gouvernementales à tonalité conservatrice (De Waele et Seiler, 2009)<sup>2</sup>. S'il a existé, par ailleurs, des cas de partis organisant la classe paysanne ayant pu conquérir et exercer le pouvoir d'Etat, il s'est cependant très rarement agi de partis intervenant au nom de cette paysannerie. Illustration célèbre, la révolution chinoise (1926-1928), conduite par le Parti communiste aux côtés du Parti nationaliste, ne saurait être considérée comme une révolution paysanne, selon l'historien Lucien Blanco (2005, p. 454) : « Parmi les acteurs, en tous cas, la cause est entendue : ce sont les communistes, à l'origine une élite extérieure à la paysannerie, qui ont conçu, fomenté et conduit cette révolution ». A l'évidence, des

<sup>1</sup> En 2004, 65 % de la population bolivienne vit en milieu urbain.

<sup>2</sup> Bien que certains cas, tel le polonais, permettent de relativiser une classification trop hâtive de ce type de partis, *a fortiori* dans les pays ayant connu une transition postcommuniste (Zalewski, 2006).

similarités sont aisément identifiables avec les cas cubain et russe où, parmi les échelons d'une identité communiste pour le moins complexe, le fil tissé par la question paysanne apparaît pour le moins important, sans être surdéterminant.

Si l'on ne saurait pour autant conclure à un « exceptionnalisme bolivien », force est cependant de constater le caractère singulier du MAS, un parti qui parvient à étendre son influence au-delà des campagnes, bien que cherchant à investir le champ politique en tant que représentant légitime des intérêts de la paysannerie, qui plus est dans un contexte où la population urbaine connaît une croissance régulière. Si l'apparente et trompeuse évidence de l'explication « sociétale » s'avère dominante dans la littérature consacrée au MAS pour rendre compte d'un tel phénomène (Romero Ballivián, 2010) – l'expansion du parti s'étant réalisée au cours d'une crise politique sans précédent (voir *infra*) –, il s'agit pourtant bien d'un travail politique à la fois organisationnel et symbolique qui a permis une telle greffe partisane. Or, si nous considérons, comme le fait Michel Offerlé (2002), qu'un parti politique est à sa façon « *un champ de forces, c'est-à-dire un ensemble de rapports objectifs s'imposant à tous ceux qui entrent dans le champ* » et, donc, « *un espace de concurrence objectivé entre des agents ainsi disposés qu'ils luttent pour la définition légitime du parti* », la question qui s'impose au chercheur est dès lors de savoir comment une telle greffe est possible, d'un point de vue pratique et symbolique. C'est pourquoi, à partir d'un travail de terrain entrepris entre 2005 et 2006 dans plusieurs quartiers de la ville de La Paz, nous présenterons notre terrain et la méthodologie que nous avons tenté d'y mettre en œuvre dans la partie suivante. Nous procéderons ensuite à une analyse sociologique de ce district urbain (partie 3), afin de comprendre les ressorts de son implantation et les spécificités de son fonctionnement (partie 4), et d'appréhender, pour finir, les modalités de l'articulation de cette facette du parti au reste de sa structure (partie 5).

## 2. Etudier un parti paysan en milieu urbain, ou pourquoi prendre l'enquête « par le mauvais bout »

Pour les politistes et sociologues, boliviens ou étrangers, travaillant sur le MAS et que nous rencontrons au début de notre enquête en 2005, ainsi que pour les contacts interrogés au cours de son étape préliminaire, le fait d'entamer l'étude d'un parti tel que celui-ci par sa facette urbaine est un choix méthodologique qui n'est pas sans susciter une certaine perplexité. Deux objections reviennent avec récurrence : c'est d'abord le terrain choisi qui apparaît comme une aberration totale, tant il semble évident qu'un travail sur le MAS doit nécessairement conduire à privilégier la région du tropique de Cochabamba, connu également comme le Chapare, où Morales fit ses premières armes dans le syndicalisme paysan. La zone est en effet considérée comme le berceau du parti, dans la mesure où les organisations locales comptent parmi les principaux promoteurs de « l'instrument politique » (Komadina et Geoffroy, 2007). Cette première objection suggère qu'il existe, parmi les *social scientists* boliviens mais aussi étrangers, une commune perception du MAS comme un parti dont la « véritable nature » se verrait condensée dans un groupe social (les cultivateurs de coca) et dans une région (le Chapare) clairement délimités.

Cette essentialisation du parti, qui induit une sacralisation du rôle des *cocaleros* dans l'histoire du MAS, n'est pas sans fondement. Créé officiellement en 1999, le MAS

constitue en effet l'expression de l'émergence du mouvement paysan et indigène comme protagoniste politique autonome et de premier plan dans la période 1990-2000, et comme principale force du cycle de protestation qui naît d'abord dans les campagnes dans les années 1990, avant de s'étendre aux principaux centres urbains boliviens à partir de 2000 (« guerre de l'eau » de Cochabamba en 2000, puis « guerre du gaz » à El Alto en 2003). Cette émergence est en partie le fruit du travail politique mené par un groupe hégémonique au sein du mouvement paysan bolivien : les cultivateurs de coca, connus comme les *cocaleros*. Ce groupe connaît une véritable explosion numérique au cours des années 1980 : les paysans victimes de la sécheresse qui s'abat sur l'altiplano andin en 1983, puis les mineurs licenciés dans le cadre du démantèlement de la Comibol (Corporation minière de Bolivie) en 1985, trouvent dans la région du tropique de Cochabamba une ressource économique leur permettant de faire face à une soudaine situation d'extrême précarité. Pourtant, la culture de la coca, feuille classée comme illicite au regard de la Convention des Nations unies relative aux stupéfiants, est une activité socialement stigmatisée qui fait l'objet d'une répression sans fard. Le caractère central qu'acquiert la « question *cocalera* » est à l'origine de l'insistance, dans chacun des textes de congrès syndicaux ou politiques, sur la thématique de la souveraineté nationale. Ceci donne lieu à une rhétorique principalement nationaliste, laquelle oppose les « patriotes », dépositaires des intérêts de la nation (à savoir, les *cocaleros* et les paysans en général), aux défenseurs des intérêts de l'étranger (l'« anti-nation », associée à la classe politique alors en place qui, sur injonction de l'ambassade des Etats-Unis, met en œuvre des politiques répressives sur le thème de la coca). Les documents issus du 1<sup>er</sup> congrès du MAS, réalisé en mai 1999 à Oruro dans la foulée de sa fondation, en sont une pertinente illustration : la défense de la coca y passe par « *la lutte contre toutes les formes de pénétration nord-américaine du territoire national* », une lutte qui s'inscrit plus largement dans un combat pour le respect de la souveraineté sur les ressources naturelles, « *nos richesses renouvelables ou non renouvelables, en incluant les gisements pétroliers et les mines, qui doivent passer dans les mains des communautés* » (Burgoa Moya et Condori Cuiza, 2011, p. 54).

La construction d'un parti en tant qu'« instrument politique » des organisations sociales très majoritairement paysannes conduit à une prédominance de ce groupe social en son sein : ainsi, aux côtés de la CSUTCB, figurent la CSCB<sup>3</sup> (Confédération syndicale des colons de Bolivie) et la FNMCB (Fédération nationale des femmes paysannes de Bolivie). La configuration qui résulte de cette structuration particulière est donc celle d'un parti dont la composition sociale est quasi exclusivement paysanne. Illustration d'un tel phénomène, seuls sept « non-paysans », aux profils relativement diversifiés, sont amenés à siéger dans les directions nationales successives en dix ans, de 1999 à 2009<sup>4</sup>. Dès lors,

<sup>3</sup> En Bolivie, le terme de « colon » renvoie aux paysans qui ont pris part aux programmes d'occupation et de mise en valeur des terres inoccupées de l'Orient amazonien, mis en œuvre par l'Etat à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle. Le syndicat de colons constitue ainsi la structure par laquelle ceux-ci peuvent interpeller l'Etat.

<sup>4</sup> Parmi eux, des personnalités liées à la gauche traditionnelle et/ou au monde des ONG, et des dirigeants issus d'organisations populaires telles que le syndicalisme *gremial* (commerce de détail), l'artisanat ou les comités de quartier (*juntas vecinales*). La Direction nationale passe de neuf membres en 1999, à 16 en 2007.



le parti trouve malgré tout sa cohésion dans une identité paysanne largement partagée parmi ses membres, puisque le MAS apparaît avant tout comme une entreprise de promotion de la participation autonome des paysans à la vie politique, et voit le jour au sein des organisations spécifiquement paysannes au terme d'une dizaine d'années de débats. La monopolisation des postes-clés par les paysans qui en découle balise donc d'emblée un jeu politique interne particulièrement délimité pour des militants « non paysans » à la marge de manœuvre restreinte.

Pour autant, si identité paysanne commune il y a, elle ne saurait déboucher sur une vision homogénéisée d'un groupe qui se caractérise avant tout par sa hiérarchisation. En effet, la pyramide de relations sociales qui structure l'espace partisan du MAS est travaillée en profondeur par des clivages de plusieurs ordres, tels que le clivage ethnique (non-blanc/blanc), régional (andin et occidental/amazonien et oriental) et économique. Sans doute est-ce, du reste, ce dernier qui apparaît le plus surdéterminant, tant le trait de caractère commun des membres de la direction du parti réside dans le fait qu'une majorité d'entre eux sont de petits propriétaires fonciers prospères, dont les terres sont issues soit de la réforme agraire de 1953 soit des processus de colonisation. Beaucoup d'entre eux disposent donc d'un capital économique suffisant pour pouvoir se consacrer presque exclusivement à l'exercice de leurs mandats. Le MAS ne constitue pas, de fait, un lieu de mutualisation des moyens, permettant de dégager des fonds pour que des camarades puissent assumer des tâches liées aux activités politiques : les membres doivent, au contraire, faire montre de leur degré d'adhésion au parti en faisant étalage autant que possible des ressources qu'ils peuvent eux-mêmes apporter (temps libre, fonds...). La capacité à auto-financer une campagne, à ce titre, constitue un moyen de présélection – un « cens à peine caché », pourrait-on dire – qui contribue à ce que la représentation politique du monde paysan soit, de ce fait, à l'image de la hiérarchie sociale qui le structure préalablement.

Notons enfin que l'appartenance au parti reconfigure les trajectoires des syndicalistes puisque, à mesure que l'« instrument politique » s'impose au sein du mouvement paysan comme dans le champ politique, l'investiture électorale (élections générales, régionales et municipales, Assemblée constituante<sup>5</sup>) en représentation du MAS s'apparente toujours plus à la consécration d'une carrière syndicale réussie. Par ailleurs, la présence de plus en plus massive du parti dans l'administration et les institutions publiques à partir des élections générales de 2002, puis de 2005, donne lieu à un soudain processus de professionnalisation de son corps dirigeant : ainsi, certains leaders tels que Fidel Surco, principal dirigeant de la CSCB et sénateur du MAS à partir de 2009, ou Leonilda Zurita, dirigeante de la FNMCB, secrétaire aux relations internationales du MAS et sénatrice de 2005 à 2009, illustrent la stabilisation d'une direction dont les membres demeurent également à la tête des confédérations syndicales dont ils sont issus. Si le risque de voir ces dirigeants soumettre l'activité de ces dernières à l'agenda du pouvoir exécutif est donc réel, ce n'est pourtant pas en raison de la position qu'ils occupent au sein de ce gouvernement – une position qui s'avère étonnamment

<sup>5</sup> Dans la foulée de la victoire de Evo Morales en 2005, une Assemblée constituante est convoquée en mars 2006, puis élue le 2 juillet 2006. Entrée en fonction le 6 août 2006, elle achève ses travaux le 10 décembre 2007.

marginale. En effet, si cette élite syndicale cumule les trophées politiques au cours de cette phase de croissante institutionnalisation du parti (Bailey, 1971), elle se voit paradoxalement barrée de toute possibilité d'entrée massive dans le cabinet de Morales<sup>6</sup>. Dans cet espace spécifique qu'est l'appareil d'État, espace que contrôle le MAS à partir de la victoire de Morales à l'élection présidentielle en 2005, ce sont les anciens « compagnons de route » du mouvement paysan – techniciens travaillant pour des ONG, intellectuels et autres ex-militants de gauche – qui sont appelés à assumer les fonctions de ministres et vice-ministres. Or, une écrasante majorité d'entre eux échappent à tout filtre partisan puisqu'ils sont nommés directement par le président. Dans cette nouvelle configuration résultant de la victoire de 2005, comment, dès lors, un parti qui tire sa légitimité de son enracinement dans les campagnes peut-il prospérer en milieu urbain, et ce au point d'y remporter largement des élections ?

La question en elle-même conduit à justifier l'intérêt d'étudier la facette urbaine d'un parti paysan : non seulement, elle amène à rejeter toute vision essentialiste de l'organisation qui se verrait réduite à son « foyer historique », mais elle permet qui plus est de se pencher sur les activités pratiques d'appropriation de cette organisation que développent les militants urbains au cours de ce processus d'implantation. Cette option est en partie validée par la géographie électorale du MAS, qui suggère, dès 2002, la présence d'importantes bases électorales dans les principales villes du pays (Romero Ballivián, 2003). Lors des élections générales tenues cette année-là, comme lors des municipales de 2004, le MAS obtient en effet des scores plus que significatifs – autant de résultats qui laissent supposer qu'un appareil existe dans les villes, aussi petit puisse-t-il être, au-delà de la seule figure médiatique d'Evo Morales<sup>7</sup>. Si le maillage particulièrement dense d'organisations sociales qui structurent le mouvement populaire dans les centres urbains (syndicats, comités de quartiers) permet d'imaginer que la logique organisationnelle de « l'instrument politique » puisse s'y reproduire, une observation sommaire de l'espace bolivien des mouvements sociaux conduit pourtant à écarter une telle hypothèse. La COB, confédération unifiée du monde du travail bolivien, demeure largement spectatrice du processus de fondation du MAS, et ce en raison d'un ouvriérisme idéologique conduisant sa direction à refuser toute initiative dirigée par des paysans, fussent-ils syndicalistes. Parallèlement au mouvement ouvrier traditionnel, les organisations sociales telles que les comités de quartier ne prennent guère part à la construction du parti de Morales : ainsi, dans la ville de El Alto, principale scène de la « guerre du gaz » d'octobre 2003, le MAS reste perçu, jusqu'en 2005 au moins, comme un parti cherchant à prendre le contrôle des organisations locales et génère, par conséquent, la suspicion de ses dirigeants (entretien avec Gustavo Morales, 2005).

<sup>6</sup> Seules quatre dirigeantes, toutes issues des rangs de la FNMCB, ont été appelées à exercer des fonctions ministérielles : Celima Torrico et Nilda Copa au ministère de la Justice, Julia Ramos et Nemesia Achacollo au ministère du Développement rural.

<sup>7</sup> En 2002, le MAS recueille plus de 15 % des voix dans les villes de La Paz (15,5 %), El Alto (26,7 %), Cochabamba (22,6 %), Oruro (21,9 %) et Sucre (15,9 %). Lors des municipales de 2004, si le MAS ne remporte aucune grande ville, il s'impose néanmoins comme le premier parti au niveau national avec 18,5 %, en obtenant notamment 31 % à Cochabamba, 19,9 % à La Paz et 17 % à El Alto.



C'est fondamentalement cette invalidation d'une explication de l'extension du MAS « par en haut » qui incite à porter une attention toute particulière à un thème *a priori* hors sujet dès lors que l'on travaille sur un parti paysan : la place des « non-paysans », autrement dit des militants urbains, en son sein. Les premiers entretiens que nous effectuons suggèrent que, dans les villes comme dans les campagnes, c'est tout le processus d'extension urbaine du parti qui est vécu comme une anomalie – et ce, bien que les cadres ruraux du MAS s'en défendent. Si les syndicalistes paysans présentent cette pénétration des villes comme une victoire politique, et comme la preuve *in situ* de la capacité de la paysannerie à construire un parti de dimension nationale, il ne fait aucun doute qu'à leurs yeux, les militants urbains ne sont pas d'« authentiques » militants, mais bien des éléments extérieurs « greffés » au parti, envers lesquels il est nécessaire d'entretenir une « saine suspicion ». C'est pourquoi ces mêmes syndicalistes n'hésitent pas, parfois lors d'un même entretien, à se féliciter de l'intégration d'intellectuels avant de semer le doute sur leur capacité à représenter le parti. Ainsi, Román Loayza, dirigeant paysan de la région de Cochabamba, devenu successivement député en 1997, sénateur suppléant en 2002 et, enfin, député constituant en 2006 – tout en demeurant à la tête de la CSUTCB de 1996 à 1998, puis de 2003 à 2005 –, nous expliquait en 2004 :

*« Nous voulons nous implanter dans les villes et, de fait, nous le sommes. Nous avons pu compter, lors des dernières campagnes, sur le soutien d'étudiants, d'intellectuels, de camarades de grande valeur. L'instrument leur appartient également. Mais gare à eux s'ils nous trahissent ! ».*

Le passé de ces militants est souvent la cible de toutes les critiques potentielles : l'appartenance passée à un parti « traditionnel », la non-participation aux mobilisations sociales qui ont ponctué le début des années 2000, ou encore l'adhésion récente au MAS sont autant d'accusations qui font mouche dans la bouche d'un dirigeant paysan, même en l'absence de preuve. Et pour cause : la probabilité qu'un militant urbain du MAS réponde à l'un de ces critères est aussi forte d'un point de vue statistique, que difficile à démentir. Cette configuration n'est pas sans poser des problèmes concrets dans le déroulement de l'enquête : lorsque nous essayons de nouer des liens avec des militants urbains, nous nous rendons compte que nous générons de l'agacement chez nos contacts ruraux, qui n'ont de cesse de disqualifier par avance nos interlocuteurs potentiels, en recourant notamment à des arguments d'autorité tels que « celui-là, il ne t'apprendra rien sur le MAS ! ». Des arguments intériorisés par les militants urbains eux-mêmes qui, régulièrement, lors de prises de contact, mettent immédiatement en avant leur « incapacité à parler du MAS », qu'ils disent ne pas connaître alors qu'ils y militent.

Tel est donc le point de départ de l'enquête : pour notre part, nous trouvons un intérêt particulier à étudier un groupe dont la position au sein du MAS permet de mettre en lumière un processus d'extension des soutiens de la part d'un groupe mobilisé (les paysans), et les reconfigurations des relations partisans que celui-ci peut engendrer – thème classique en science politique qui, dans le cas qui nous occupe, trouve un écho dans les travaux de Julian Mischi (2004a et 2004b), consacrés aux paysans au sein d'un parti ouvrier, le Parti communiste français (PCF). En revanche, pour nos contacts ruraux, il s'agit d'un thème dénué d'importance, tant ces « nouveaux soutiens » semblent à leurs yeux totalement illégitimes. Dans ces conditions, un

questionnement sur les conditions d'implantation urbaine d'un tel parti prend toute son importance. Pour tenter d'y apporter quelques réponses, nous décidons, au mois de février 2006 peu après la victoire d'Evo Morales, d'investir un terrain délimité : la 10<sup>e</sup> circonscription de la ville de La Paz, qui s'étend de la zone résidentielle de San Jorge, où se trouvent notamment de nombreuses ambassades, jusqu'aux quartiers de Pasankeri, limitrophes de la ville de El Alto. Ce terrain, que nous avons découvert lors de la campagne pour les élections générales de 2005 à la suite d'un entretien avec le candidat de la circonscription, présente plusieurs avantages : de nombreux profils sociologiques y cohabitent et l'on y constate de fortes différenciations en termes de pratiques militantes. Si les clivages qui structurent le monde militant local sont nombreux, le microcosme du MAS de la circonscription 10 (la C-10, comme l'appellent les militants eux-mêmes) laisse entrevoir une ligne de fracture centrale : l'avenue Buenos Aires, artère importante située à l'ouest de la ville, qui sépare deux univers sociaux aux différences relativement marquées et qui façonne l'image qu'ont d'eux-mêmes les militants du MAS.

Ainsi, au sud de « la Buenos Aires » se trouvent « *los de abajo* », « ceux d'en bas », des militants concentrés pour l'essentiel dans les quartiers de Cristo Rey et de Tembladerani, identifiés pour la quasi-totalité d'entre eux comme *profesionales*, catégorie socio-professionnelle extrêmement large qui souligne pour l'essentiel leur passage sur les bancs de l'université et leur disposition à occuper des métiers qualifiés – une aspiration généralement frustrée, nous le verrons, par un marché de l'emploi relativement restreint en Bolivie. Au nord, « *los de arriba* », « ceux d'en haut », répartis dans les quartiers de Tacagua, Kenani Pata, Pasankeri et Huarincunca Norte. Il s'agit de gens dotés d'un niveau d'éducation beaucoup plus faible, d'une maîtrise moins assurée de la langue espagnole pour certains, vivant de l'économie familiale et informelle (dans le petit commerce, notamment), et qui maintiennent un lien plus ou moins intense avec le monde rural d'où ils ont pu émigrer eux-mêmes dans certains cas. S'il est possible de trouver des enquêtés aux caractéristiques mêlées d'un côté ou de l'autre de l'avenue Buenos Aires, il faut cependant insister sur la surdétermination qu'exerce la localisation géographique des enquêtés quant à la place qu'ils occupent par la suite dans le MAS.

Au cours de cette enquête, réalisée de février à novembre 2006<sup>8</sup>, nous sommes engagés dans le MAS en tant que militants dans un « *comité zonal* », un comité local dénommé Kantuta – une subdivision du district, qui est lui-même l'unité recouvrant l'ensemble de la circonscription. Les liens créés avec les premiers militants rencontrés, provenant des quartiers situés plus au sud, nous ont permis d'intégrer un comité de cette zone. Les réunions dans la circonscription sont hebdomadaires : nous nous réunissons alternativement par comités, puis au niveau de l'ensemble du district par un système de délégués. Après quelques mois de présence, nous pouvons même assister à des réunions dans d'autres comités. De manière générale, nous avons accès à l'ensemble des activités auxquelles prennent part les membres du district : au-delà des réunions hebdomadaires, nous participons à la campagne du MAS pour l'élection de l'Assemblée constituante – à travers des « *caminatas* », marches des militants et du candidat à

<sup>8</sup> Pour un récit ethnographique relatif à cette enquête, voir : Do Alto, 2006.

travers le quartier –, ou par l'animation des « *casas de campaña* », ces locaux ouverts à l'initiative des militants et animés par eux, qui sont autant de QG de campagne disséminés dans la ville ; nous accompagnons les militants lors des multiples réunions tenues avec les dirigeants nationaux et départementaux du MAS et des organisations sociales pour y discuter des problèmes de fonctionnement au sein du district ; nous suivons également les dirigeants dans les différents ministères, lorsque ceux-ci, dès février 2006, tentent d'entrer en contact avec les directeurs des ressources humaines des institutions publiques pour essayer d'y « placer » leurs militants ; enfin, nous participons, « de plein droit », aux congrès locaux ou nationaux qui rythment la vie du parti.

Parallèlement à ce travail d'observation participante, l'enquête comporte un important volet d'entretiens : des entretiens semi-directifs menés de 2006 à 2009 avec dix militants parmi la trentaine qui participent régulièrement aux activités du district et offrent une représentation équilibrée des groupes en présence. Les militants choisis ont pour caractéristique commune de pouvoir être qualifiés d'entrepreneurs politiques dans le quartier : des « *agents en concurrence pour le courtage politique {...} qui tentent d'échanger des biens politiques contre des soutiens actifs et passifs* » (Offerlé, 1985). Ces entretiens sont également mises en perspective à travers une série d'entretiens réalisés avec des dirigeants issus d'autres quartiers, ainsi que des dirigeants des directions départementale et nationale. La collecte d'informations sur les autres membres du district a été réalisée au cours du travail d'observation participante : ce sont ainsi des discussions informelles menées lors des activités routinières du parti qui nous ont permis de recueillir des informations systématiques sur leur lieu de naissance, l'éducation reçue, l'activité professionnelle exercée, les langues parlées, etc. Soulignons, pour finir, que la littérature grise est presque inexistante : le parti ne conservant pas de fonds d'archives propre, la possibilité d'accéder à ce type de sources dépend du travail préalable de conservation et de classement d'archives appartenant à des militants.

### 3. Le MAS à La Paz, les « nouveaux entrants » urbains (2002-2005)

Entre les élections municipales de 1999, tenues dans la foulée de la fondation du MAS, et les élections générales de 2002, la structure partisane du MAS n'existe pratiquement pas à La Paz, à l'image de ce qui se passe dans la quasi totalité des autres villes que compte le pays : elle se réduit à certains groupes politiques avec lesquels les dirigeants paysans collaborent, que ce soit dans le cadre de mobilisations sociales communes, de campagnes électorales menées par le biais de coalitions, ou de formations politiques et syndicales dispensées par des ONG à l'orientation militante. Ainsi, les groupes qui intègrent le MAS à La Paz à cette période sont pour l'essentiel le Mouvement socialiste des travailleurs (MST), un petit parti trotskiste implanté dans les universités, et des militants d'obédience guévariste réunis dans un collectif nommé CODEPANAL (Comité de défense du patrimoine national), qui s'oppose aux privatisations réalisées dans les années 1980 et 1990. Cette stratégie d'alliances avec des (ex-) militants de gauche côtoyés lors des combats passés est systématiquement réitérée lors des scrutins suivants, dans le but de construire une base électorale viable et solide dans les centres urbains. Lors des élections de 2002, par exemple, c'est sur Antonio Peredo, journaliste

et ancien militant du FRI (Front révolutionnaire de gauche), dont les frères Inti et Coco ont participé à la guérilla du Ñancahuazú aux côtés d'Ernesto Che Guevara (1966-1967), que se porte le choix de Evo Morales pour son candidat à la vice-présidence. Le rapport que développe la direction du MAS envers la gauche apparaît quelque peu paradoxal : si le mouvement paysan cherche, par la construction de son instrument politique, à affirmer sa pleine autonomie à l'égard de la gauche, c'est pourtant bien dans ses rangs qu'il y trouve l'essentiel de ses relais en milieu urbain<sup>9</sup>.

Ce canal de recrutement reste toutefois insuffisant, tant il existe une réticence à se porter candidat pour un parti qui demeure largement stigmatisé par ses rivaux comme par la presse<sup>10</sup> : à titre d'exemple, la recherche d'un candidat à la vice-présidence en 2002 conduit Morales à essuyer trois refus successifs auprès d'éminents intellectuels (l'anthropologue Silvia Rivera, le sociologue Álvaro García Linera et l'éditeur José Antonio Quiroga) avant que Peredo n'accepte, pour sa part, l'invitation du dirigeant paysan. Cette difficulté pousse la direction à choisir des candidats pratiquement en dehors de tout critère politique afin de remplir coûte que coûte la liste destinée à la Cour Nationale Électorale (« *llenar la plancha* »). Quitte à recourir à des pratiques qui paraissent reproduire ce qui se passe dans les campagnes, où le candidat capable d'apporter des ressources, quelles qu'elles soient dès lors qu'elles sont utiles au parti – en d'autres termes, des biens politiques –, est sélectionné en priorité : ainsi, selon plusieurs de nos enquêtés, un sénateur de La Paz pour le MAS a dû sa sélection comme candidat au fait d'avoir offert sa voiture à la Direction nationale (entretien avec Carlos Burgoa, 2010).

Préparées dans un climat volontiers décrit par les protagonistes de la campagne comme « chaotique », ces élections générales donnent pourtant lieu à une percée, surprenante et inattendue, d'Evo Morales qui arrive deuxième avec plus de 20 % des voix. Pour analyser ce résultat, il faut tenir compte de la spécificité du système électoral bolivien : semblable au système allemand, il permet d'élire des députés issus de scrutins uninominaux (c'est-à-dire élus dans leur circonscription) et des députés plurinominaux (élus par le biais d'une liste complémentaire qui tient compte des résultats à la proportionnelle sur l'échelle du département, sur la base du vote pour le président). Ce vote présente donc deux caractéristiques majeures. En ce qui concerne l'élection des députés uninominaux, il s'agit d'un vote extrêmement territorialisé, autour d'une poignée de bastions que sont essentiellement les zones *cocaleras* des Yungas (département

<sup>9</sup> Evo Morales a, de fait, préservé le MAS de toute expression organisée de la gauche dans ses propres rangs. Ainsi, dès 2001, le MST est poussé vers la sortie, Morales dénonçant le maintien de ce parti et de son journal comme l'illustration, de la part de ses dirigeants, de vouloir construire « un parti dans le parti ». Si les courants et les tendances n'existent pas au sein du MAS, ce n'est donc pas seulement en raison des implications propres au concept d'« instrument politique », c'est aussi et surtout par la volonté de Morales d'empêcher toute expression dissidente au sein du parti (entretien avec Jaime Vilela, 2010).

<sup>10</sup> Au cours de la campagne pour les élections générales de 2005, nous avons pu assister à ce que les Boliviens appellent communément la « *guerra sucia* », la « sale guerre » qui consiste, par le biais de spots dans les médias, à lancer des accusations à l'encontre de ses rivaux. Evo Morales fut particulièrement visé par une campagne laissant entendre que son arrivée au pouvoir se traduirait par une recrudescence de consommation de cocaïne dans les établissements scolaires.

de La Paz) et du Chapare (département de Cochabamba), ainsi que de quelques poches de voix dans les *valles* de Cochabamba. Ce vote donne à voir avant tout un comportement électoral marqué par la discipline corporatiste du syndicalisme *cocalero*. L'essentiel des voix acquises par le MAS se porte en fait principalement sur la seule figure de Evo Morales lors du scrutin présidentiel<sup>11</sup>. Ainsi, à l'exception du département de Cochabamba, ce sont surtout des députés plurinominaux qui prédominent au sein du groupe parlementaire du MAS, ce qui s'avère paradoxal dans une certaine mesure puisque ces députés, à l'image d'Antonio Peredo, sont des « invités » dont les modalités d'adhésion au parti ne correspondent pas à la norme à l'origine du concept d'instrument politique. Les résultats obtenus par Evo Morales sont, de fait, sans commune mesure avec la réalité d'une campagne électorale pour le moins artisanale.

Un consensus existe parmi les analystes politiques boliviens pour expliquer ce pourcentage pour le moins surprenant, en l'attribuant à l'orientation résolument nationaliste de la campagne pour laquelle optent Morales et son équipe. Un mois avant le scrutin, l'ambassadeur états-unien de l'époque, Manuel Rocha, se fend d'une déclaration au cours de laquelle il rappelle aux électeurs boliviens qui « *souhaitent que la Bolivie redevienne un exportateur de cocaïne de premier plan que ce résultat mettrait en danger l'aide future des États-Unis envers la Bolivie* ». Le slogan adopté par le staff de campagne du MAS, conçu comme une réponse à l'ambassadeur, est le suivant : « *Ami bolivien, c'est toi qui décides qui gouverne : Rocha ou la voix du peuple ? Nous sommes le peuple, nous sommes le MAS* ». La principale affiche du candidat Morales le place face à l'ensemble des chefs des partis rivaux. Au regard de la crise politique qui traverse le pays, la soudaine popularité rencontrée par la candidature de Morales, au-delà des territoires où le MAS est réellement implanté, semble illustrer un cas de charisme situationnel, c'est-à-dire une configuration politique particulière au sein de laquelle un individu parvient à obtenir une attestation de la qualification de son charisme par une partie de la population, au terme d'une série de transactions et d'échanges de coups avec ses adversaires et au-delà de ses propres capacités personnelles présumées ou réelles (Dobry, 2009, pp. 246-256).

Les résultats obtenus lors des élections générales de 2002 semblent avoir radicalement changé la perspective des dirigeants du MAS quant à la possibilité d'implanter durablement le parti dans les villes. La possibilité d'en faire une formation de dimension nationale, à même de pouvoir surpasser le clivage rural/urbain dont elle semble prisonnière de par la configuration partisane induite par l'organisation en tant qu'instrument politique, est bien évidemment tentante pour un groupe de dirigeants qui caresse désormais l'espoir de triompher lors des prochaines élections générales, alors prévues en 2007. A cette fin, les élections municipales de 2004 apparaissent comme un objectif intermédiaire pouvant permettre de consolider une base militante en milieu urbain. Toutefois, une telle entreprise met potentiellement en péril la cohésion d'un parti reposant de fait sur le relatif cantonnement de cette organisation au monde rural.

<sup>11</sup> En d'autres termes, on assiste à ce que l'on appelle en Bolivie un « vote croisé », puisque les électeurs qui votent pour Morales à la présidence ne votent pas nécessairement pour le candidat du MAS à la Chambre des Députés. Evo Morales obtient ainsi 581 884 voix, tandis que les candidats uninominaux du MAS récoltent « seulement » 373 454 suffrages, soit un différentiel d'environ 200 000 voix.

Préserver la cohésion du groupe par le biais de l'exacerbation de son identité, ou chercher à étendre ses soutiens au-delà des limites supposées du groupe : cette préoccupation théorique, chère aux sociologues adeptes de l'analyse de cadres (Benford et Snow, 2000) comme à certains auteurs de philosophie politique (Cohen et Arato, 1992), se pose comme un problème concret aux dirigeants du MAS, avec d'autant plus d'acuité que la forme d'organisation adoptée – l'instrument politique – ne correspond pas à la logique en fonction de laquelle se structure le parti dans les villes.

La construction du parti hors de ses territoires d'origine renferme donc un paradoxe : son implantation dans les centres urbains, condition d'une victoire électorale sur le plan national devenue possible depuis 2002, peut également remettre en cause le projet pourtant à l'origine de cette entreprise partisane (Seiler, 1986, p. 103). Projet qui, dans le cas du MAS, peut être défini comme l'émancipation politique de la paysannerie bolivienne. Carlos Burgoa Moya, ancien « secrétaire urbain » de la Direction nationale, et Modesto Condori Cuiza, dirigeant paysan qui a participé à la naissance du MAS, décrivent ainsi, dans une histoire consacrée au parti par le prisme des congrès, que « *le talon d'Achille {du MAS}, c'étaient les capitales régionales, car à mesure que progressait son influence idéologique, le parti intégrait des gens de classe moyenne qui adhéraient à l'instrument politique* » (2011, p. 89). Officiellement, dans les textes de congrès du MAS notamment, le corps dirigeant réitère systématiquement sa volonté que le parti puisse intégrer les secteurs urbains les plus divers, y compris « *la classe moyenne dépourvue de protection économique et sociale* » (MAS, 2004, p. 22). Cependant, cette déclaration d'intention ne cache pas la méfiance exprimée à l'encontre de ces nouveaux entrants, notamment envers les personnalités invitées comme candidats pour les élections, qui se voient précisément reléguées au statut d'« invités » dès que pointent les premiers conflits (le groupe parlementaire issu des élections de 2002, par exemple, est sujet à des tensions visibles entre paysans et urbains dès ses premiers mois d'activité ; voir Do Alto, 2006). Si le PCF, autrefois, se caractérisait par un discours ouvriériste dont les militants non ouvriers devaient tenir compte, le MAS ne développe pas d'orientation « agrarienne » ou « ruraliste ». La prédominance des paysans en son sein n'a même aucun fondement formel. Par exemple, s'il est fait référence à « l'instrument politique » dans les principes idéologiques du parti comme une sorte d'idéal organisationnel, celui-ci n'est pourtant pas détaillé dans les statuts du parti qui évoquent une « structure organique » somme toute assez banale (MAS, 2004, pp. 27-28). Pourtant, les règles de distribution des mandats en fonction de l'appartenance à telle ou telle organisation sociale, dans un cadre qui favorise systématiquement les organisations paysannes au détriment des autres, sont des règles connues et intériorisées par tous les militants au cours de leur socialisation partisane, aussi implicites soient-elles. C'est pourquoi « l'instrument politique » apparaît comme un cadre d'action dont les contours sont rendus explicites, si le besoin s'en fait sentir, par les dirigeants paysans lorsqu'il s'avère nécessaire pour eux de rendre tout aussi explicite l'étendue de leur pouvoir au sein du parti aux yeux des rivaux urbains – ou des profanes, le plus souvent eux-mêmes des urbains. C'est ce type d'interaction que donne à voir le processus d'implantation du MAS à La Paz, qui se déroule sous la tutelle permanente des dirigeants paysans départementaux.

En 2001, René Choque, dirigeant paysan de la province Aroma, devient le premier président de la Direction départementale (DD) de La Paz – mandat qu'il exercera



jusqu'en 2003 (entretien avec René Choque, 2004). C'est sous sa férule qu'est gérée l'arrivée de la seconde génération de militants urbains, succédant aux militants de gauche du MST et du CODEPANAL. Suite aux conflits passés, avec le MST notamment, le contrôle sur les nouveaux dirigeants urbains se veut plus direct et c'est la DD elle-même qui sélectionne les entrepreneurs politiques chargés de construire l'appareil partisan dans les quartiers, particulièrement à partir de 2002 (entretien avec Carlos Burgoa, 2010). Deux types d'entrepreneurs se dégagent alors : le premier correspond aux attachés parlementaires qui accompagnent les sénateurs et les députés plurinominaux urbains. Leurs trajectoires sont souvent intimement liées à celle des congressistes avec lesquels ils collaborent. Mais s'ils occupent des fonctions dans des partis, des syndicats, à l'université, elles sont d'importance mineure en comparaison à celles qu'assument les élus qu'ils accompagnent. Ce sont néanmoins souvent dans ces espaces communs de socialisation et de politisation que ceux-ci se connaissent et se reconnaissent, au point de parvenir à consolider des réseaux sociaux communs (Sawicki, 1997) qui les conduiront à intégrer par la suite les mêmes structures dormantes (*abeyance structures*) (Taylor, 1989), telles les ONG, étape préalable à leur entrée au parti.

Ce premier type de profil voit donc prédominer en son sein des militants ayant bénéficié d'une éducation supérieure, qui permet de les ranger dans la catégorie des *profesionales*, et au-delà, des *clase medieros* (membres de la « classe moyenne », autre catégorie on ne peut plus élastique dans le contexte bolivien). L'une de nos enquêtées, Angélica Apaza, qui vient « *de abajo* » et construit le parti dans les quartiers de Tembladerani et Cristo Rey, illustre bien ce profil : après avoir connu Alfonso Cabrera, professeur de latin et ex-militant de gauche, à la faculté de langues de l'Université San Andrés de La Paz, où elle s'engage dans l'action syndicale au sein du *centro de estudiantes* (« Centre des étudiants », organisation de représentation du corps étudiant d'une faculté, équivalent aux *students unions* des pays anglo-saxons), elle suivra Cabrera au Parlement lorsque celui-ci est élu sénateur pour le MAS en 2002. Elle devient ainsi attachée parlementaire de 2002 à 2005. Elle s'engage parallèlement dans la construction du parti dans le quartier où elle réside, Tembladerani, où elle dispose d'un important réseau de voisins et d'amis côtoyés sur les bancs de l'université (entretien avec Angélica Apaza, 2006). Son bras droit et ami, Freddy Ticona, rencontré sur les bancs de l'université, avocat de formation, chargé de mission auprès de la Cour Nationale Electorale (il enregistre les habitants sur les listes électorales), a exercé des fonctions au sein de la *junta de vecinos* (comité de quartier). Il travaille brièvement au Congrès, auprès du sénateur Cabrera (entretien avec Freddy Ticona, 2006). Le profil du parti dans ce quartier est celui d'un corps militant disposant d'un capital culturel relativement élevé : sur treize militants constituant le noyau dur du parti dans ce quartier, seuls deux d'entre eux n'ont pas fréquenté l'université. Si la plupart dispose d'un emploi (professeur en collège, professeur de musique, chargé de cours à la faculté, poste administratif, avocat, dentiste), celui-ci s'avère relativement précaire du point de vue des revenus.

Le second type d'entrepreneurs politiques se trouve parmi les habitants de quartiers populaires, dont la famille a très souvent quitté la campagne pour s'installer à La Paz, ce qui ne les empêche pas toutefois de continuer à entretenir un contact avec le syndicat de leur communauté d'origine. C'est fréquemment sur l'« invitation » (terme employé par les protagonistes eux-mêmes pour décrire le moment de leur engagement concret) des syndicalistes ruraux qu'ils deviennent membres du MAS. Souvent

témoins passifs de la croissance de l'« instrument politique » dans les campagnes, ils bénéficient dès lors d'un « privilège d'information » au sein de l'appareil urbain du MAS grâce au rapport qu'ils entretiennent avec des dirigeants paysans qu'ils connaissent personnellement. Un privilège qui se double d'une forte légitimité conférée par ce lien particulier avec le syndicalisme rural (souvent matérialisé par une carte de membre du syndicat de la communauté d'origine), qui fait d'eux des militants de premier rang en comparaison avec les militants urbains ne disposant pas de tels relais dans les campagnes. Dans la C-10, c'est bien sûr parmi « *los de arriba* » que l'on retrouve un tel profil : ainsi en est-il de Víctor Pacheco, vice-président du MAS dans cette zone, ingénieur agronome au chômage, qui réside à Pasankeri, et approché dès 2002 pour construire le MAS dans un quartier jusque-là acquis principalement au MNR (entretien avec Modesta Villegas, 2008). Il est par ailleurs originaire de la même province que le président départemental du MAS, Aroma, dont il détient une carte d'affilié syndical. C'est en tant que membre reconnu de sa *junta de vecinos*, pour sa part, qu'il construit les réseaux sur lesquels il s'appuie ensuite pour lancer son activité partisane dans le quartier (entretien avec Víctor Pacheco, 2006). Ainsi, et inversement, sur treize enquêtés dans ce quartier, seul l'un d'entre eux est passé par les bancs de l'université, Víctor lui-même. On retrouve dans ce comité pas moins de quatre commerçants, deux femmes au foyer, deux employées domestiques, un plombier et deux micro-entrepreneurs (un garagiste et un réparateur d'électroménager). Il s'agit dans la plupart des cas d'activités professionnelles qui, dans les faits, leur donnent une marge de manœuvre pour dégager du temps à consacrer à leurs activités militantes, leurs *negocios* respectifs étant pour la plupart de petites entreprises qu'ils dirigent avec le soutien actif de leur famille.

Dans le premier cas comme dans le second, le rapport à l'emploi joue un rôle prépondérant dans l'engagement partisan. Angélica explique ainsi son investissement dans le MAS par le fait de vouloir compenser son extériorité à l'égard du MAS, qui résulte de son statut initial d'« invitée », alors même qu'elle est attachée parlementaire grâce au parti. Détentrice illégitime d'une ressource hautement convoitée, son investissement particulièrement intense vise à se prémunir de toute remise en cause ultérieure de son appartenance au parti, et ce faisant, de parvenir par la suite à conserver un emploi (*pega*) au sein de l'administration publique. Dans le cas de Víctor comme du groupe dirigeant local dont il est le chef, il s'agit de militants qui, dans l'écrasante majorité des cas, occupent des emplois précaires (tant du point de vue de la rémunération que de la stabilité de cet emploi) au sein du secteur de l'économie familiale et/ou informelle. Leur but se résume pour l'essentiel à obtenir un emploi public qui leur permette d'élargir leur horizon professionnel et d'envisager de mettre un terme à leur propre situation de précarité. Cette lutte de placement concerne également les enfants de militants qui, à la différence de leurs parents, peuvent fréquenter l'université – mais dans un contexte de massification qui dévalue souvent leur formation dans les établissements publics au profit des universités privées au recrutement plus huppé socialement.

#### **4. Institutionnalisation, nouvelles générations militantes et conflits de légitimité (2005)**

L'emploi est toutefois une ressource dont l'accessibilité est évaluée différemment au gré des conjonctures. Ces entrepreneurs demeurent ainsi relativement isolés de 2002 à 2004,

date des élections municipales. Entre-temps, le MAS est devenu un « *caballo ganador* » (un « cheval gagnant »), comme l'affirment certains militants. Parmi nos 26 enquêtés, seuls huit d'entre eux sont adhérents à cette période. Ils sont rejoints par 10 autres en 2004, surtout parmi « *los de arriba* », puis par huit autres encore lors de la campagne de 2005 en vue des élections générales et présidentielle. A cette période, l'explosion du nombre de militants n'irrigue pas les districts en tant que tel, puisqu'ils font plutôt face à une concurrence croissante de groupes rivaux contestant la légitimité des structures officielles du MAS : certains comités de quartiers, par exemple, décident d'intégrer le MAS en tant que tels, foulant au pied la structure territorialisée initialement conçue par les premiers militants<sup>12</sup>. Ce rapide aperçu des générations militantes au sein du groupe dirigeant de la C-10 de La Paz, autrement dit, les vagues d'adhésion au parti identifiables dans le temps, permet de constater que ces vagues sont très nettement calquées sur le calendrier électoral, et non sur celui des luttes sociales. Ainsi, la « guerre du gaz » qui oppose les organisations sociales de El Alto au gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada en octobre 2003, comme tous les autres conflits sociaux qui ont lieu après les élections générales de 2002, n'exerce aucune influence significative sur l'évolution des effectifs du MAS dans la ville de La Paz – même au sein des *laderas*, ces quartiers populaires limitrophes avec El Alto où vivent « *los de arriba* », qui ont généralement pris part aux mobilisations. En revanche, à Pasankeri, ce conflit est à l'origine de la désaffiliation massive du parti dominant, le MNR, qui n'est autre que le parti de Sánchez de Lozada (entretien avec Modesta Villegas, 2008 ; entretien avec Luis Luque, 2008). Ce processus a pour effet de rendre disponible d'importants réseaux militants soudain orphelins de toute structure partisane. Ce qui du reste permet aussi de comprendre pourquoi la deuxième vague de militants, entrés au parti en 2004, est plus représentée à Pasankeri qu'à Tembladerani, quartier où l'écrasante majorité des militants, venus plus tard en 2005, n'a été que spectateurs du conflit qu'ils ont suivi par médias interposés.

Au regard de l'importance prise par la *pega* dans l'engagement militant (Alenda, 1999), cette analyse met en évidence la forte continuité, dans les structures comme dans les incitations au militantisme, qui existe entre le MAS et les partis préalablement présents au sein du champ politique local à La Paz, parmi lesquels le MNR et CONDEPA (*Conciencia de Patria*, parti nationaliste et populaire contrôlant la mairie dans les années 1990), pour ne citer que deux des partis les plus influents au cours de l'histoire de la ville. Parmi nos enquêtés, nous sommes parvenus à identifier – non sans mal en raison de la confidentialité de telles informations dans le jeu interne propre au parti<sup>13</sup> – un groupe de militants ayant appartenu au MNR à Pasankeri (entretien avec

<sup>12</sup> Notons ici que, outre les limites liées à l'absence de littérature grise, il n'existe aucun chiffre officiel sur le nombre de membres du MAS : les *libros de militantes*, tenus par les partis et remis à la CNE, n'ont aucune fiabilité d'après les membres de la Cour eux-mêmes.

<sup>13</sup> Les savoirs et savoir-faire dont font preuve les militants du MAS ont fréquemment fait l'objet d'un processus cumulatif initié lors d'engagements partisans antérieurs. Ces expériences militantes passées, néanmoins, sont souvent niées, tant elles constituent une arme de délégitimation efficace dans un parti où sont traqués les « opportunistes » récemment convertis, et ce alors que, paradoxalement, peu de membres peuvent se prévaloir d'une appartenance au parti antérieure à l'année 2004. Au moment de l'enquête, cela fait donc à peine un an, voire quelques mois, que les militants que nous rencontrons sont membres du parti.

Modesta Villegas, 2008 ; entretien avec Luis Luque, 2008), tandis que d'autres, à Tembladerani, ont fréquenté CONDEPA (entretien avec Eduardo Fuentes, 2008 ; entretien avec Carmen Aruquipa, 2008). En Bolivie, historiquement, le parti qui remporte les élections est toujours légitimement habilité à placer massivement ses militants au sein de l'administration publique, chaque échéance électorale donnant lieu à une restructuration massive des services<sup>14</sup> (Gamarra et Malloy 1995, p. 411). Si le candidat Morales annonce dans son programme, en 2005, vouloir « institutionnaliser » la fonction publique, les attentes de ses propres militants sont pourtant très fortes, tant est intériorisé le rôle de « courtier » qu'assument les directions de partis sur le marché de l'emploi, comme en attestent les entretiens effectués avec les membres du groupe dirigeant. Dans cette circonscription, à la base comme au sommet, l'emploi, qu'il soit objet d'aspiration ou de redistribution, apparaît clairement comme la principale préoccupation de tous, au-delà de toute motivation d'ordre idéologique. Les relations qui unissent dirigeants et militants peuvent donc être assimilées à des « *relations politiques fondées sur l'échange pragmatique de biens et services contre des votes ou des soutiens politiques : les relations de clientèle* » (Briquet, 1995, p. 76)<sup>15</sup>.

Dans cette compétition interne pour l'accès aux biens politiques que sont les emplois publics, le capital scolaire et/ou le capital culturel constituent des armes à double tranchant au sein du MAS. Dans un sens, il s'agit même plutôt d'un handicap, tant le fait d'avoir fréquenté l'université et de disposer d'un emploi bien payé sont des caractéristiques susceptibles de mettre un individu hors-jeu de la compétition interne du parti : elles le prédestinent, en effet, à en faire aux yeux des autres militants un dangereux rival dans la course à la *pega*, qu'il faudra délégitimer au plus vite (par ses engagements politiques antérieurs ou, tout simplement, par le fait qu'il n'est apparemment pas dans une situation de nécessité). Ces arguments sont fréquemment assénés par les militants de Pasankeri à l'encontre de ceux de Tembladerani. Et particulièrement contre Freddy et Angélica, lorsqu'ils se portent candidats au sein du district sous la forme d'un ticket, pour devenir successivement candidats du MAS à l'Assemblée constituante en mars 2006, puis respectivement président et vice-présidente du district en septembre 2006. Par ailleurs, et quand bien même le militantisme n'y est pas organisé sous la forme d'un instrument politique puisque les districts sont des structures strictement partisans, leur manque de « ruralité » leur est reproché : en d'autres termes, bien que leur passage par le Congrès leur ait permis de faire la connaissance de la plupart des dirigeants (ruraux) du parti, ils sont accusés de n'entretenir aucun rapport intime avec le monde rural. L'absence des militants urbains *profesionales* des luttes sociales de 2003, qui ont vu El Alto et les quartiers populaires se mobiliser

<sup>14</sup> Au cours des années 1980 et 1990, les partis fournissent même à leurs militants des formulaires de candidature à la fonction publique arborant leurs signes distinctifs (logo, sigle, couleurs, etc.) (entretien avec Pablo Quisbert, 2010).

<sup>15</sup> Cette observation rend le cas bolivien singulier au regard des pays voisins comme le Brésil ou l'Argentine, où le lien clientéliste fait l'objet d'une mise en scène parfois très élaborée (Auyero, 1997). En Bolivie, la relation clientéliste fait l'objet d'une telle institutionnalisation et d'une telle régulation formelle de la part des partis eux-mêmes que l'on peut s'interroger sur la pertinence, dans ce cas précis, de la traditionnelle dichotomie faite entre registre officiel et registre officieux dans la littérature consacrée au clientélisme politique.

massivement aux côtés des campagnes contre les partis dominants, fonde aux yeux des militants les plus modestes le manque de loyauté supposé de leurs rivaux envers l'instrument politique, et ce alors même que c'est le corps militant dans son ensemble qui n'avait pas sa carte au parti à l'époque. Ce handicap peut toutefois être surmonté, à condition que le dirigeant urbain suspecté de manque de loyauté démontre qu'il peut faire bénéficier le groupe (« *la base* ») de ses propres ressources ou des trophées politiques qu'il conquiert. Les militants de Pasankeri, justement, reprochent à Angélica sa faible capacité à mutualiser les ressources dont elle est détentrice : si elle parvient à « survivre » à la non-reconduction du sénateur Cabrera en 2005 en décrochant un poste d'attachée au gouvernement régional de La Paz, le reste du groupe éprouve de grandes difficultés à trouver des places au sein de l'administration publique, puisque seule une militante finit par obtenir un emploi dans un ministère au cours de notre enquête. Si Víctor est moins visé par la critique, puisqu'il n'occupe pas lui-même un emploi public et qu'il est connu de certains dirigeants départementaux ruraux (des relations qui apparaissent comme autant de gages de crédibilité), il est cependant remis en cause en raison de son alliance avec Angélica et Freddy, ce qui l'incitera à les critiquer de plus en plus vertement tout au long de l'année 2006. Alors que la victoire du MAS laissait présager que les possibilités d'emploi seraient nombreuses, la réalité à laquelle les militants du district sont confrontés est celle d'une pénurie qui, à bien des égards, ne leur apparaît explicable que par le manque de volonté politique de leurs chefs de se mobiliser en leur faveur.

La carrière partisane classique qui s'offre aux militants urbains du parti s'avère donc très exigeante, le capital militant dont dispose un de ses membres ne constituant pas nécessairement un gage de reconnaissance *per se* en son sein. C'est pourquoi les militants hautement dotés en capital institutionnel, culturel et économique tendent à court-circuiter ces canaux de sélection intra-partisane pour devenir candidats ou accéder à des postes à responsabilité et à faire l'économie des efforts particulièrement lourds qu'exigent les bases du parti aux dirigeants de districts. Pour leur part, Freddy et Angélica semblent pris dans un entre-deux : en effet, leurs ressources leur permettent de s'imposer dans le champ politique local, par les réseaux dont ils disposent et leurs propres capacités, oratoires notamment, ainsi que par la notoriété que leur confère leur présence dans la sphère institutionnelle. Pourtant, ils ne peuvent se passer de la médiation du parti, contrairement aux « invités » de prestige qui peuplent les listes de candidats au Congrès pour le MAS, qui accèdent qui plus est directement à des trophées politiques comme l'investiture électorale ou la nomination à la tête d'un ministère – autant de trophées qui permettent par la suite d'évoluer dans une relative autonomie par rapport à l'appareil partisan.

Dans ce contexte, la hiérarchie qui s'établit lors des premières années de militantisme au sein du MAS, jusqu'en 2004, est bouleversée tant par le travail des entrepreneurs politiques que par les évolutions radicales que connaît le champ politique local au sein duquel ils agissent. Explicitement politique dans un premier temps, en ce qu'il manifestait une solidarité avec le monde paysan souvent vécue comme le prolongement d'un engagement dans les partis ou groupes de gauche, l'engagement dans le MAS à La Paz évolue vers un militantisme centré sur l'obtention d'un emploi, sous le double effet de ses premiers succès électoraux et d'un calendrier électoral soutenu. Entre-temps,

Lino Villca succède à René Choque à la tête de la Direction départementale de La Paz en 2003. Dirigeant *cocalero* de la région de Sud Yungas, il est rapidement appelé à assumer des responsabilités au sein de la Fédération paysanne départementale à La Paz. Parallèlement, il s'impose comme l'un des principaux animateurs du MAS dans le bourg de La Asunta (Sud Yungas), dont il devient brièvement le maire de 2003 à 2004 à la faveur d'une alliance au sein du conseil municipal (entretien avec Lino Villca, 2004 ; entretien avec César Zamorano, 2004). En 2005, il est élu sénateur pour La Paz et devient ainsi « l'homme fort » du MAS dans le département. C'est donc à lui qu'il revient de gérer les vagues successives d'arrivées au parti, à La Paz et El Alto notamment. Or, c'est précisément avec lui qu'intervient un changement structurel important : afin de réguler l'arrivée massive de militants qui contestent les structures en place au lendemain des élections municipales de 2004, Villca entreprend de convoquer des congrès extraordinaires de district qui conduisent la Direction départementale à reconnaître les militants les plus récents comme les nouveaux dirigeants des districts. Cet épisode constitue un tournant dans l'histoire locale du parti, en ce que les résultats des congrès débouchent sur la mise en avant d'une génération de nouveaux dirigeants dont la seule compétence reconnue est celle de la mobilisation massive de leurs réseaux locaux à des fins électorales, reléguant toute considération d'ordre idéologique au second plan. Un grand nombre de militants « historiques » du parti, marqués à gauche, sont ainsi brutalement écartés, parmi lesquels Jorge « Coco » Arzabe, ex-militant trotskiste, devenu premier dirigeant de la Direction régionale de La Paz en 2001 (entretien avec Angélica Apaza, 2006 ; entretien avec Carlos Burgoa, 2010). Le parti, qui ne se caractérisait pourtant pas par une culture exacerbée du débat politique, semble initier un processus de « désidéologisation » marqué. Dès lors, le degré d'adhésion des militants comme leur formation politique importent peu, du moment que ceux-ci sont capables de garantir une mobilisation électorale significative en faveur du MAS dans leur quartier. L'arrivée massive de militants, d'abord en 2004, puis en 2005, bouleverse donc les équilibres internes au sein de l'appareil urbain du parti – un appareil massifié en nombre, mais au sein duquel le travail politique d'homogénéisation du corps militant devient inexistant, ce qui tend paradoxalement à le rendre plus fragile.

L'implantation et la croissance du MAS dans les villes donnent donc lieu à une différenciation relativement brutale de deux groupes de militants au sein du parti. Les « nouveaux entrants » que sont les militants des centres urbains se distinguent en effet des militants paysans pour deux raisons. D'abord par les dynamiques qui régissent leur engagement, à savoir la centralité de la *pega* qui, bien qu'il s'agisse d'une incitation existant également au sein du syndicalisme rural, n'en est pas pour autant aussi fondamentale, même après 2005. Ensuite, du point de vue organisationnel, puisque les modalités d'engagement individualisées qui prédominent dans les villes conduisent à une structuration territoriale qui rompt avec la logique de « parti indirect » induit par le concept d'« instrument politique » – ce que tend à renforcer un peu plus la cohésion des troupes rurales face à ce qui est vécu comme une « dénaturation » de leur projet politique. Il en résulte que le MAS, dans les villes, surprend par la continuité qu'il donne à voir avec ses prédécesseurs sur ces différents plans, contrairement à sa facette rurale qui, elle, marque une rupture avec les traditions et les pratiques de représentation politique prédominant jusque-là.



## 5. Les rapports entre citadins et paysans : entre la reproduction de pratiques clientélistes et la lutte contre la domination politique (2005-2006)

Au sein du MAS, le déficit de légitimité des militants urbains se traduit de fait par leur marginalité dans la hiérarchie du parti, et ce indépendamment de leur statut social. Ainsi, les principaux mandats nationaux du parti sont réservés aux paysans (président, secrétaire général, secrétaire aux relations internationales), et répartis entre les trois organisations majeures de l'instrument politique : la CSUTCB, la CSCB et la FNMCB. Cette répartition de postes se reproduit à l'échelle de chaque département en fonction des particularités du champ politique local. Ainsi, dans le département de La Paz, les trois premiers mandats se jouent entre le Conseil des fédérations des cultivateurs des Yungas (COFECAY, majoritairement composée de *cocaleros*), la Fédération des colons de Caranavi et la Fédération départementale des travailleurs paysans de La Paz.

Dans ce cadre, les militants urbains apparaissent donc comme des militants de second rang. Marginalisés au sein du parti, ils voient également s'immiscer l'influence des dirigeants paysans dans leurs propres conflits internes. Dans le cadre de l'enquête, nous avons pu observer et analyser la consolidation progressive de deux fractions dans les secteurs urbains de La Paz et El Alto, ainsi que le rôle joué par les dirigeants paysans dans ce processus. De fait, cette bataille propre aux militants urbains a été alimentée par ces derniers dans le but de s'assurer une base militante en vue de leur propre élection à la tête de la Direction départementale du MAS. Lors du Congrès départemental réalisé à Coroico en octobre 2006, les districts élus au terme des congrès extraordinaires convoqués en 2004 bénéficient du soutien du COFECAY et de la Fédération paysanne départementale. Face à eux, existent les « inter-districts », groupe parallèle qui naît de l'opposition à la tenue de ces congrès extraordinaires, et qui regroupe par conséquent quelques-uns des militants « historiques » de l'appareil urbain du MAS. Privilégiant les nouveaux dirigeants venus lors des élections municipales de 2004, qui ont fait preuve d'une plus forte capacité de mobilisation, les congrès ont eu pour effet d'entériner les nouveaux rapports de force entre ces « nouveaux entrants » et les anciens militants, massivement écartés des postes de direction locale qu'ils occupaient jusque-là, et ainsi privés de toute possibilité de rétribution de leur engagement, précisément au moment où les résultats obtenus par le parti les autorisent à caresser l'espoir d'obtenir un poste dans l'administration publique.

Derrière cette lutte interne qui semblerait, à première vue, démontrer l'instabilité des structures urbaines du parti, c'est en fait un conflit entre deux dirigeants paysans qui a lieu : en convoquant des congrès extraordinaires, le dirigeant départemental *cocalero* Lino Villca tente non seulement de consolider le MAS dans la ville de La Paz, mais aussi de se constituer une solide base sociale au sein du parti. Son entreprise suscite l'opposition du numéro 2 de la direction, le colon Samuel Guarayo, qui considère que l'on écarte injustement des militants loyaux, et qui profite du conflit pour se lancer lui-même en campagne en vue de l'élection de la future direction départementale, avec le soutien des inter-districts nouvellement constitués. Entre 2005 et 2006, ce sont donc d'intenses et permanentes négociations qui s'ouvrent entre les différentes fractions urbaines du MAS et des dirigeants paysans en conflit ouvert au sein d'une

direction départementale divisée. L'exemple, ici, est éclairant : les affrontements qui émaillent la vie quotidienne du MAS à La Paz et à El Alto, des structures souvent soupçonnées d'être peu loyales envers le parti en raison de l'importance de la *pega* au sein des bases, trouvent leur source dans la rivalité qui oppose deux *leaders* paysans et, à travers eux, deux secteurs paysans qui se disputent l'hégémonie au sein du parti. En d'autres termes, c'est en grande partie un conflit initié et entretenu par des dirigeants paysans qui prive le MAS de La Paz et de El Alto de toute stabilité pendant plus de deux ans.

Dans notre district, la période allant de septembre (congrès de district) à novembre 2006 (congrès national du MAS) donne lieu à tous les rapprochements possibles : Víctor joue la carte de la légitimité et tente de s'imposer comme l'interlocuteur privilégié de Lino Villca. Menacés par cette initiative, Angélica et Freddy tentent eux aussi d'entretenir de bonnes relations avec le dirigeant départemental, tout en se rapprochant de Samuel Guarayo afin de reprendre la main au cas où ce dernier parviendrait à l'emporter lors du congrès. Si Guarayo est finalement élu, sa victoire est néanmoins presque immédiatement invalidée pour des raisons de procédure, reportant l'épilogue de ce combat à un congrès fixé à une date ultérieure, en février 2007.

Au-delà de ces enjeux immédiats, on peut se demander pourquoi des militants urbains, globalement mieux dotés en capitaux scolaire et culturel, voire économique, par rapport à leurs « rivaux » paysans, acceptent d'assumer ce rôle de suppléant auprès des organisations rurales. A bien des égards, c'est la *pega*, l'emploi public, qui apparaît comme l'élément maintenant la cohésion et l'unité du parti, et qui éclaire les relations asymétriques entretenues par les militants urbains et les dirigeants paysans. Ces derniers, en effet, sont ceux qui contrôlent la redistribution des emplois publics au sein du parti, par le biais d'une commission (littéralement appelée *comisión de pegas*, commission des emplois publics) intégrant un membre de chacun des secteurs représentés dans la direction départementale (soit les *cocaleros*, les colons, les paysans, ainsi que La Paz et El Alto, chacune des villes constituant un secteur en tant que tel). Le fait d'accepter cette domination exercée par les syndicalistes ruraux à leur égard est une condition *sine qua non* d'accès à un emploi. Cette analyse des réseaux clientélistes du parti montre ainsi comment le MAS devient le théâtre d'un renversement symbolique de la relation citadins/ruraux, historiquement marquée par la subordination des seconds aux premiers au sein des partis politiques boliviens.

Le contrôle exercé par les syndicalistes à l'encontre des militants urbains est cependant très différencié selon le profil des militants auxquels ils font face. Ainsi, nous avons pu constater que les paysans cherchent principalement à s'allier aux dirigeants urbains les plus défavorisés, tant économiquement que culturellement. En somme, il s'agit d'établir une relation de pouvoir à l'encontre de cadres politiques dont les possibilités d'ascension sociale sont restreintes au seul parti – en raison de la faiblesse des ressources de ces cadres qui leur interdit toute stratégie de « contournement » de l'appareil partisan et de sa hiérarchie. Parallèlement, les *profesionales* et autres « cols blancs » apparaissent comme les « mal-aimés » du parti. Perçus comme un danger potentiel pour leur pouvoir par les syndicalistes ruraux, ils font l'objet d'une restriction toute particulière de leur horizon d'action. Au sein de notre circonscription, Víctor dispose d'un accès bien plus direct aux dirigeants départementaux et nationaux, tandis

qu'Angélica tend à privilégier les rapports avec les parlementaires rencontrés préalablement lors de son travail en tant qu'attachée parlementaire. Disposant d'un capital social apparemment plus diversifié que Víctor, mais soupçonnée de carriérisme par une partie des militants de son district, son statut de *profesional* l'assigne à une position, dans le champ que constitue le MAS en lui-même, qui l'empêche d'en tirer un profit significatif qui lui permettrait de poursuivre sa carrière dans l'administration publique tout en s'émancipant de l'intermédiation partisane.

Le Congrès national du MAS tenu en novembre 2006 à Cochabamba est précisément le théâtre d'une scène qui illustre l'ambiguïté de la place des « cols blancs » au sein du parti. Angélica, qui fait alors partie du contingent de délégués représentant le département de La Paz, est conviée par un camarade d'une région voisine à se joindre à une réunion de *profesionales*. L'objectif de cette réunion est de fonder une coordination nationale des groupes de « cols blancs » présents au sein du parti à travers le pays. Ces groupes ont souvent pour objet de réunir les *profesionales* parallèlement, parfois alternativement, aux districts, afin de favoriser leur recherche d'emploi et d'accroître leur représentativité auprès des directions départementales. À La Paz, si un tel groupe existe localement, il ne bénéficie d'aucune reconnaissance au regard des statuts du parti – un comble lorsque l'on sait que les « vraies » règles au sein du MAS sont non pas des statuts, rarement invoqués par les militants, mais plutôt des règles non explicitées. Le but de la réunion de *profesionales* à Cochabamba est donc double : il s'agit à la fois de mutualiser les expériences locales d'organisation et de lutter pour obtenir une meilleure représentativité, cette fois auprès de la Direction nationale. Nous sommes alors les témoins d'échanges vifs entre initiateurs de la réunion et membres du bureau de congrès – des dirigeants paysans –, les seconds déconseillant aux premiers, non sans intimidation, de poursuivre la réunion : « *vous devez encore patienter avant de pouvoir vous organiser, encore quelques années... Cet instrument, il est à nous ! C'est nous qui nous sommes battus pour que tout ça arrive, pas vous !* », assène ainsi une dirigeante. Cet épisode permet de comprendre pourquoi le MAS peine à conserver des militants urbains qui, entre cynisme idéologique et frustration matérielle, sont rapidement amenés à saisir la complexité de leur position dans un parti qui ne leur accorde qu'un statut de second rang.

Cette domination explicite n'est compréhensible qu'en la replaçant dans la pyramide de relations sociales qui structure ce que l'on pourrait appeler l'environnement du parti, ou le milieu partisan, entendu comme « *l'ensemble des relations consolidées entre des groupes dont les membres n'ont pas forcément comme finalité principale de participer à la construction du parti quoiqu'ils y contribuent en fait par leurs activités* » (Sawicki, 1997, p. 24). La pénétration croissante par le MAS du champ politique s'est en effet accompagnée d'un processus de marginalisation des membres du mouvement paysan : présents dans le groupe parlementaire, puis dans le groupe de députés constituants du parti, mais relativement mis à l'écart des cercles de décision les plus importants dans ces espaces, les dirigeants du monde rural sont quasiment absents du gouvernement (voir note 6). Autrement dit, l'occupation par le parti d'espaces de pouvoir institutionnalisés ne se traduit pas par un exercice effectif du pouvoir politique par des individus issus de sa base sociale d'origine. C'est à la lumière de ce constat qu'il faut apprécier une série de faits observés au sein de l'instrument politique comme, par exemple, la popularisation de la thèse de « l'entourage blancoïde » de Evo Morales : ainsi, la marginalisation des

paysans, comme n'importe quelle décision émanant du gouvernement qui serait jugée contraire à leurs intérêts, est mise sur le compte des mauvais conseils que recevrait Morales de ses conseillers « blancs », cherchant ainsi à s'approprier le pouvoir, au détriment de la population qui a pourtant permis au président du MAS d'y accéder. Cette réactualisation andine de la croyance populaire du « roi qui ne sait pas » traduit la frustration de bases militantes paysannes tenues à l'écart des nouveaux « centres de pouvoir » émergeant à mesure que le parti investit les institutions.

Le refus obstiné des dirigeants paysans de voir s'instaurer tout processus d'approfondissement de l'institutionnalisation de la fonction publique, pourtant prôné par le MAS au cours de la campagne de 2005, s'explique également par la volonté de ces dirigeants de conserver un « bien politique » qui constitue la base matérielle de leur domination sur les militants urbains. Des militants urbains qui, de fait, apparaissent comme des alliés objectifs dans ce combat, dans la mesure où un tel processus pourrait réduire à néant l'espoir qu'ils entretiennent d'accéder à un emploi public par leur engagement militant.

## 6. Conclusion : l'émergence du MAS, un processus de « démocratisation paradoxale » ?

L'étude de la facette la plus illégitime du MAS, la facette urbaine, est riche d'enseignements sur ce parti dans son ensemble, entre autres par la façon dont cette structure urbaine s'insère dans l'architecture globale de cette formation. D'abord, du point de vue organisationnel, l'extension dans les villes met à l'épreuve le concept d'« instrument politique » à partir duquel le MAS s'est progressivement bâti comme parti indirect. Ce concept, qui vise à contester la médiation des partis dans la participation au jeu électoral, a été érigé en dispositif hautement participatif et démocratique au sein d'une partie de la gauche sociale et syndicale en Amérique latine, puisqu'il garantirait l'auto-représentation des syndicats dans le champ politique<sup>16</sup>. L'observation de l'organisation du parti dans les villes conduit à constater plutôt que le concept d'instrument, s'il remplit effectivement cette fonction en milieu rural, se convertit dans les centres urbains en une sorte de mécanisme organisationnel permettant aux dirigeants paysans de se prémunir de toute tentative d'appropriation de l'appareil partisan par les militants urbains. Cet objectif apparaît d'autant plus légitime à leurs yeux que le bricolage partisan auquel ils font face dans les villes est jugé mouvant, et que les militants sont constamment soupçonnés de manque de loyauté en raison de l'importance de la *pega* comme motivation de leur engagement.

L'étude du « MAS urbain » permet, ensuite, d'observer comment ce mécanisme s'articule à une redéfinition des usages de l'ethnicité au sein du parti, immergé dans une société bolivienne où l'attribution *a priori* de compétences à un individu en raison de sa blancheur de peau est structurante (García Linera, 2009). Au sein du MAS, en

<sup>16</sup> En France, les collectifs antilibéraux, regroupés derrière la candidature de José Bové lors de la campagne présidentielle de 2007, ont ainsi fait référence de manière permanente à une expérience bolivienne élevée au rang de modèle, grâce à la présence en meeting d'un député du MAS, César Navarro.

effet, l'ethnicité semble fonctionner à rebours en comparaison au reste de la société bolivienne : dans le parti, plus un individu est blanc, moins il est *a priori* légitime à occuper des postes de responsabilité. Cependant, une telle assertion doit être nuancée, d'une part, par la position qu'occupe cet individu au regard du clivage rural/urbain – un indigène vivant à El Alto est, malgré tout, prédestiné à rencontrer plus de difficultés dans le parti qu'un colon des Yungas, fût-il métis – et, d'autre part, au sein même de la paysannerie, par rapport à la position occupée dans la structure économique de production agricole – le MAS pouvant être considéré à bien des égards, nous l'avons vu, comme un parti de petits propriétaires. Au sein du MAS, il est donc moins question d'ethnicité que de « ruralité », une ruralité dont les militants doivent faire preuve, *a fortiori* au sein de groupes sociaux tels que ceux rencontrés à Pasankeri et Tembladerani : si les enquêtés eux-mêmes peuvent, à juste titre, se démarquer des membres du groupe voisin en faisant référence à leur degré de connaissance du monde rural, ou alternativement à la classe sociale à laquelle ils appartiendraient, en revanche, personne n'a recours, au cours de notre enquête (en notre présence tout du moins), à des critères d'ordre ethnique pour disqualifier un concurrent ou vanter les mérites d'un allié. D'une certaine manière, il semble aller de soi que toutes et tous, entre Tembladerani et Pasankeri, sont à même de pouvoir s'identifier légitimement comme aymaras. L'ethnicité semble donc s'apparenter plus volontiers à un marqueur de différenciation entre les militants de base et les membres du gouvernement, issus quant à eux de groupes sociaux plus aisés, au sein desquels les descendants d'indigènes sont, à l'évidence, moins nombreux.

De fait, le MAS voit cohabiter en son sein deux dynamiques contradictoires. D'un côté, il y existe des mécanismes formels visant à empêcher la prise de contrôle du parti par les militants urbains. Ainsi, le fait de réserver les principaux mandats aux organisations paysannes induit une différenciation très forte entre ruraux et urbains, ce qui permet d'évoquer une militance à deux vitesses avec, d'un côté, des militants de première catégorie (les paysans), et de l'autre, des militants de seconde catégorie (les citadins). Parallèlement à ces obstacles plus ou moins formels, existent des pratiques politiques informelles qui poursuivent la même finalité. Notre travail d'observation nous a permis, par exemple, de constater un usage récurrent, dans des situations de contestation de leur *leadership*, de l'intimidation physique de la part des dirigeants paysans à l'encontre des militants urbains, *a fortiori* si ceux-là sont fortement dotés en capitaux culturels et scolaires (comme lors de l'épisode de la coordination de *profesionales* empêchée de se réunir lors d'un congrès national).

Cependant, ces dispositifs, formels ou informels, et qu'il est possible de qualifier de « non démocratiques », dans la mesure où ils introduisent une distinction entre des militants « de première classe » et des militants « de seconde classe » (ces derniers étant assignés à ce rang en raison de leurs caractéristiques socio-professionnelles), n'empêchent pas un constat récurrent au sein du MAS, à savoir l'intériorisation des règles du jeu démocratique formel par les dirigeants sociaux, et les dirigeants paysans en particulier. De fait, on peut constater que, de tous les pays latino-américains qui ont été frappés par une crise politique institutionnelle ayant débouché sur la démission de leurs présidents, tels l'Argentine (2001) et l'Équateur (2005), la Bolivie est le seul où les règles de succession établies par la Constitution ont été scrupuleusement respectées

– et ce, alors que l'on peut qualifier sans peine la « guerre du gaz » d'octobre 2003 comme la plus violente de toutes, avec plus de soixante victimes et la fuite du président en fonction, Gonzalo Sánchez de Lozada. Lors d'une première enquête effectuée en avril-mai 2004, nous avons pu constater le « légalisme » des dirigeants du MAS au cours d'une série d'entretiens, quelques mois à peine après ce conflit social d'ampleur (entretien avec Román Loayza, 2004). Les cadres interrogés écartaient ainsi toute possibilité de réaliser un coup de force pour prendre le pouvoir, alors même que le système de partis paraissait totalement délégitimé. Notons du reste que la sociologue bolivienne Moira Zuazo insiste sur la dimension « éthique » des pratiques des dirigeants *masistas* (tel le respect de l'institutionnalité), cultivée comme une sorte de « capital symbolique » et à l'origine, selon elle, des succès électoraux du parti (Zuazo, 2008).

Nous pouvons donc nous demander si, en définitive, ce processus d'intériorisation des règles du jeu démocratique, résultant de l'apprentissage accéléré des rouages de la participation politique par le truchement du MAS, aurait pu être possible sans un maintien du monopole du pouvoir aux mains des paysans au sein du parti. Autrement dit, les paysans auraient-ils pu assumer les règles du jeu démocratique comme « la seule voie envisageable » sans, par des moyens certes non démocratiques, s'être garanti un espace au sein duquel leur prédominance est indiscutable, leur permettant ainsi de s'ériger eux-mêmes en protagonistes de la vie politique, affranchis de toute soumission à un groupe social tiers ? Soit, un dispositif partisan non démocratique permettant une intériorisation de pratiques politiques démocratiques. La situation des paysans boliviens n'est pas sans rappeler celle des militants ouvriers du Parti communiste français – étudiée par Bernard Pudal (1989) – qui, alors même qu'ils militaient dans un parti pratiquement dépourvu de démocratie interne, n'en montraient pas moins un attachement aux mécanismes d'une démocratie représentative pourtant en totale contradiction avec les règles en vigueur dans leur propre organisation. Par ailleurs, le MAS dispense aux paysans boliviens une éducation et une formation dont ils n'ont, pour la plupart, jamais pu bénéficier antérieurement, exactement comme le faisaient à l'époque les PC envers leurs militants ouvriers<sup>17</sup>.

Par conséquent, il semble possible de déceler un processus de « démocratisation paradoxale » à l'œuvre (Jaffrelot, 2006), puisque l'existence de règles du jeu non démocratiques – au service, faut-il le préciser, du maintien de l'unité du camp populaire et paysan, unité qui fait l'objet d'un véritable culte en son sein – constitue la condition même de l'apprentissage d'autres règles, celles du jeu démocratique institutionnel, qui permet la pleine inclusion de ce groupe social à la vie politique nationale. Une pleine inclusion qui, en l'état, reste néanmoins sujette à caution, comme l'illustre la quasi absence *de facto* des représentants de la classe paysanne au sein d'un pouvoir exécutif qui prétend agir au nom de ses intérêts. Mais, nous l'avons vu, le fort contrôle qu'exercent

<sup>17</sup> Cependant, à la différence des PC, c'est bien dans des cadres extérieurs au MAS pour l'essentiel, à savoir, les ONG, que se réalise cette formation politique. L'extériorité de la formation reflète également le statut particulier des intellectuels qui, comme les *profesionales*, et contrairement à ce qui se passait au sein des PC, ne disposent pas d'espace propre au sein du MAS, mais élaborent et diffusent leur production intellectuelle depuis des espaces qui se situent presque exclusivement en dehors du parti.



les dirigeants paysans sur l'instrument politique apparaît à bien des égards comme fonction de la marginalisation que ceux-ci subissent au sein de ce nouveau centre de pouvoir que constitue le gouvernement. C'est pourquoi l'étude de la facette urbaine de ce parti constitue en définitive une étude de cas particulièrement riche, illustrant la difficulté qu'éprouvent les groupes sociaux dominés à sceller des alliances durables avec d'autres secteurs, sans que ces alliances n'aboutissent à une reproduction des schémas de domination au sein même d'organisations nées de la nécessité de les combattre.

## Bibliographie

- Alenda S. (1999) *Conciencia de Patria* : une forme originale de clientélisme au sein d'un parti politique, *Problèmes d'Amérique latine* 32, 99-114.
- Auyero J. (ed.) (1997) *Favores por votos? Estudios sobre clientelismo político contemporáneo*, Buenos Aires, Losada, 234 p.
- Bailey F.-G. (1971) *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 254 p.
- Benford R.D., Snow D.A. (2000) Framing processes and social movement: An overview and assessment, *Annual Review of Sociology* 26, 611-639.
- Blanco L. (2005) *Jacqueries et révolution dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La Martinière, 634 p.
- Briquet J.-L. (1995) Les pratiques politiques « officieuses » – Clientélisme et dualisme politique en Corse et en Italie du Sud, *Genèses* 20, 73-94.
- Burgoa Moya C., Condori Cuiza M. (2011) El caminar histórico del Instrumento Político, 1988-2009, Manuscrit non paru, 114 p.
- Cohen J.L., Arato A. (1992) *Civil Society and Political Theory*, Cambridge, MIT Press, 794 p.
- Combes H. (2004) De la politique contestataire à la fabrique partisane, le cas du Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000), Thèse de doctorat en science politique, Université Paris III – Sorbonne Nouvelle.
- De Waele J.-M., Seiler D.-L. (éds) (2009) *Les partis agrariens et paysans en Europe*, Bruxelles, Université de Bruxelles, 228 p.
- Do Alto H. (2006) Un partido campesino-indígena en la ciudad: Liderazgos barriales y facciones en el Movimiento al Socialismo en La Paz, 2005-2006, *Bolivian Studies Journal* 13, 63-86.
- Do Alto H., Stefanoni P. (2008) *Nous serons des millions. Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Paris, Raisons d'agir, 125 p.
- Dobry M. (2009 [1986]) *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de Sciences Po, 383 p.
- Dunkerley J. (2003 [1987]) *Rebelión en las venas*, La Paz, Plural, 416 p.
- Duverger M. (1951) *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 476 p.

- García Linera A. (2009) Autonomías indígenas y estado multinacional, in: *La potencia plebeya. Acción colectiva e identidades indígenas, obreras y populares en Bolivia*, García Linera A., Stefanoni P (eds), Bogotá, Siglo del Hombre/Clacso, 271-343.
- Gamarra E.A., Malloy J.M. (1995) The patrimonial dynamics of party politics in Bolivia, in: *Building Democratic Institutions – Party Systems in Latin America*, Mainwaring S., Scully T.R. (eds.), Stanford, Stanford University Press, 400-435.
- Jaffrelot C. (2006) La démocratisation paradoxale du système politique, in: *L'Inde contemporaine. De 1950 à nos jours*, Jaffrelot C. (éd.), Paris, Fayard, 80-106.
- Keck M.E. (1992) *The Workers' Party and Democratization in Brazil*, New Haven, Yale University Press, 334 p.
- Komadina J., Geoffroy C. (2007) *El poder del movimiento político. Estrategias, tramas organizativas e identidad del MAS en Cochabamba (1999-2005)*, La Paz, UMSS/DICyT-CESU/PIEB, 156 p.
- Lavaud J.-P. (1991) *L'instabilité politique de l'Amérique latine – Le cas de la Bolivie*, Paris, L'Harmattan/IHEAL, 290 p.
- Lavaud J.-P. (1981) Les paysans boliviens contre l'État : du refus de l'impôt unique à l'opposition aux "décrets de la faim" (1968-1974), *Cahiers des Amériques latines* 23, 141-172.
- MAS (2004) *Poder, Territorio, Sabiduría - « Por la soberanía de los pueblos »*, La Paz, Grafival, 100 p.
- Massal J. (2005) *Les mouvements indiens en Equateur, mobilisations protestataires et démocratie*, Paris/Aix-en-Provence, Karthala/CSPC-IEP Aix-en-Provence, 476 p.
- Mischi J. (2004a) Être communiste en milieu rural, *Études rurales* 171-172, 61-72.
- Mischi J. (2004b) Un parti ouvrier en milieu rural, *Études rurales* 171-172, 135-146.
- Offerlé M. (2002 [1987]) *Les partis politiques*, Paris, PUF, 128 p.
- Offerlé M. (1985) Mobilisations électorales et invention du citoyen, in: *Explication du vote*, Gaxie D. (éd.), Paris, Presses de la FNSP, 149-174.
- Pudal B. (1989) *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 329 p.
- Romero Ballivián S. (2010) El sistema de partidos boliviano: Un paseo por sus tiempos y lugares, in: *Mutaciones del campo político en Bolivia*, PNUD Bolivia, La Paz, PNUD Bolivia/IDEA Internacional, 37-149.
- Romero Ballivián S. (2003) *Geografía electoral de Bolivia*, La Paz, Fundemos/Fundación Hanns Seidel, 510 p.
- Sawicki F. (1997) *Les réseaux du Parti socialiste – Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 336 p.
- Seiler D.-L. (1986) *De la comparaison des partis politiques*, Paris, Economica, 262 p.

- Taylor V. (1989) Social movement continuity: The women's movement in Abeyance, *American Sociological Review* 54, 761-775.
- Zalewski F. (2006) *Paysannerie et politique en Pologne – Trajectoire du Parti paysan polonais, du communisme à l'après-communisme, 1945-2005*, Paris, Michel Houdiard, 214 p.
- Zuazo M. (2008) *¿Cómo nació el MAS? La ruralización de la política en Bolivia*, La Paz, Friedrich Ebert Stiftung/ILDIS, 317 p.